

Pour travailler et vivre mieux, mobilisons-nous le 10 septembre Contre la régression sociale

Inquiétudes, amertume et colère ne cessent de grandir parmi nous... salariés, jeunes, privés d'emploi, retraités.

Les salaires, les minima sociaux et les pensions stagnent ou régressent. Le chômage continue sa hausse insupportable. Nos conditions de travail se dégradent. La jeunesse galère de petits boulots en sales boulots. La perspective d'une retraite bien méritée et d'une reconnaissance de la pénibilité au travail s'éloignent... Nous vivons de plus en plus mal l'aggravation des inégalités, l'intensification de la précarité et de la misère.

Pendant que le gouvernement abdique chaque jour davantage face aux marchés financiers, le patronat en réclame toujours plus... De nouveau, c'est à nos retraites qu'il veut s'en prendre aujourd'hui pour réduire le coût du travail, faire éclater notre système de sécurité sociale fondé sur la répartition des richesses créées par le travail.

Chaque jour confirme l'urgence de notre intervention ensemble et de plus en plus nombreux pour que ça change vraiment et durablement.

Dans de nombreuses entreprises ou services, la résignation et la soumission tant espérées par le patronat et le gouvernement se traduisent, bien au contraire et avec raison, par des luttes.

La prise de conscience grandit peu à peu que, sans l'action collective, sans l'irruption du monde du travail sur la scène du social, rien ne pourra changer en positif.

La CGT, avec d'autres organisations syndicales en France et en Europe, considère qu'une rupture est nécessaire pour réorienter les politiques sociales et économiques, et renouer avec la croissance, la création de richesses pour une autre répartition.

Le travail que les salariés produisent à tous les niveaux, dans tous les secteurs et dans toute leur diversité crée des biens et produits utiles à tous. Il permet aux entre-

prises françaises de dégager des marges financières, qui même si elles accusent un fléchissement du fait de la crise, doivent pouvoir financer les investissements, l'augmentation des salaires, l'emploi et nos systèmes solidaires de protection sociale : la retraite, la santé, la famille, l'assurance chômage.

Aujourd'hui les moyens de relance de l'économie sont captés par les actionnaires dont les dividendes ne cessent d'augmenter au détriment de la rémunération du travail et des investissements nécessaires pour développer les entreprises. Le patronat vient d'obtenir 20 milliards de crédit d'impôts portant ainsi à 200 milliards les aides publiques aux entreprises qui font défaut au budget de l'état. Malgré cela, l'industrie continue de détruire des emplois, et les mécanismes d'exonérations de cotisations sociales entretiennent la non reconnaissance des qualifications des salariés. L'État employeur n'est pas en reste. Les services publics se dégradent et ne parviennent plus à répondre aux besoins sociaux, pendant que les personnels subissent de plein fouet les coupes sombres budgétaires depuis des années.

On ne pourra pas parler de compétitivité sans porter l'enjeu de la qualité et de l'efficacité du et au travail. Il ne peut pas y avoir ni qualité, ni efficacité sans libertés, sans démocratie au travail, sans nouveaux droits des salariés pour intervenir sur les choix de gestion et l'organisation du travail.

Pour cela, la CGT fait des propositions concrètes et les met en débat auprès de vous :

Le travail n'est pas un coût, c'est une richesse !

Exigeons une autre répartition des richesses, pour le travail, le plein emploi, l'augmentation générale des

salaires, à commencer par le Smic, pour les retraites, pour le droit à la santé et notre protection sociale.

Pour sortir de la crise, le maintien et le développement des activités et de l'emploi industriel, la reconquête des politiques publiques, des services et de l'emploi publics sont impérieux et nécessaires.

Pour sécuriser le travail et les salariés, gagnons un statut du travail salarié et une sécurité sociale professionnelle, constitués d'un socle de droits attachés à la personne, transférables et garantis collectivement.

Pour une réforme ambitieuse du système de retraite par répartition, avec un âge d'ouverture des droits dès 60 ans, la prise

en compte de la pénibilité, un niveau de pension d'au moins

75 % du salaire, garantissons son financement solidaire fondé sur le travail.

Durant tout l'été, la CGT ira à la rencontre des salariés, sur tout le territoire.

Pour que ça change vraiment, la CGT est disponible pour construire avec vous, la construction des mobilisations nécessaires.

Pour que ça change vraiment, la seule alternative c'est d'agir tous ensemble dans l'unité et le rassemblement le plus large dès la rentrée.

C'est pourquoi, la CGT vous propose de décider très nombreux, d'une première journée d'action unitaire, de grève et de manifestations le 10 septembre 2013.

LA CRISE C'EST EUX ! LA SOLUTION C'EST NOUS !

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE !

Manifestation Départementale à 14h30 place Mazelle à Metz

**Un préavis de grève a été déposé pour la journée pour la Fonction Publique
(Etat, Territoriale et Hospitalière)**

**Vous faites confiance à la CGT ? Cela ne suffit pas !
La CGT a besoin de vous : rejoignez nous !
J'adhère à la CGT**

Nom :

Prénom :

Service ou établissement :

Coordonnées (tel, adresse, mel) :

**Union Départementale CGT de Moselle, 10 rue de Méric, BP 42026, 57054, METZ CEDEX 2
Tél : 03 87 75 19 53 ; Fax : 03 87 18 87 72 ; Email : ud57@cgt.fr**